

Maître d'ouvrage:

GAEC La Thibaudière

Siège d'exploitation : La Thibaudière

Saint Martin Lars

85210 Sainte Hermine

Pré étude technique et réglementaire PROJET DE RESERVE EN EAU



Table des matières

1. Identification de l'exploitation	2
2 Objet du dossier :	2
2.1 Projet	2
2.2 Motivations.....	3
2.3 Situation géographique	4
2.4 Contexte règlementaire :	6
2.5 Caractéristiques du site envisagé pour le projet	7
2.6 Approche économique	7
2.7 Urbanisme	8
3. Contexte environnemental :	9
3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau :	9
3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et d'utilisation	10
3.2 Déconnexion et approfondissement du plan d'eau	12
3.2 Situation géologique et morphologique	13
3.3 Les secteurs d'intérêt particulier	14
3.3.1 - Les ZNIEFF.....	14
3.1.2 - Natura 2000.....	15
3.1.3 - Schéma Régional de Cohérence Ecologique des Pays de la Loire	17
3.4 Les zones humides	18
3.5 Environnement proche.....	19
3.5.1 Habitation	19
3.5.2 Périmètre eau potable	19
3.6 Servitudes	19
3.7 zones de présomption archéologique.....	20
4. Le SDAGE et le SAGE	21
5. Conclusion	24

1. Identification de l'exploitation

GAEC La Thibaudière
Siège d'exploitation : La Thibaudière
Saint Martin Lars en sainte Hermine
85210 Sainte Hermine

SAU : 126 ha
UTH : 3.5

Cultures actuelles :
Blé
Maïs fourrager 50 à 60 ha / an
Prairies

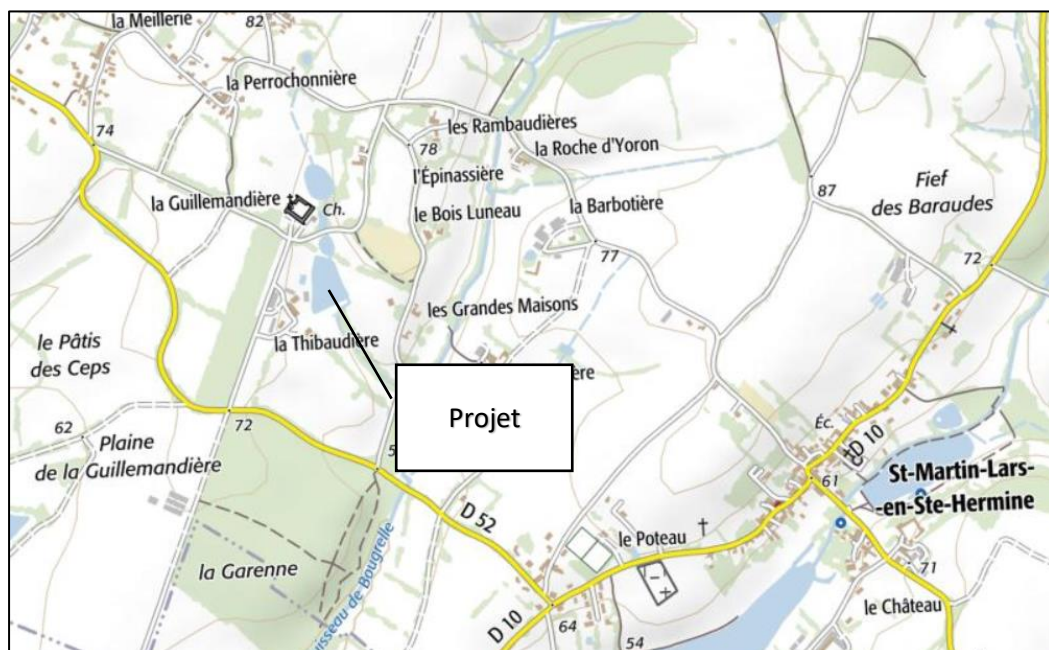
Productions animales :
Bovins Lait : 100 UGB
Chèvres laitières : 1 000 unités

2 Objet du dossier :

2.1 Projet

L'objectif est de recalibrer une réserve d'irrigation de 32 000 m³ pour porter son volume à 45/50 000 m³. Ce projet permettra d'assurer l'autonomie alimentaire de l'exploitation agricole en polyculture élevage et la mise en place de culture légumière à plus forte valeur ajoutée.

La retenue actuellement connectée à un cours d'eau sera déconnectée en parallèle de l'approfondissement. Un nouveau tronçon caractéristique d'un cours d'eau sera dimensionné. Cette déconnexion tiendra compte de l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 définissant les travaux de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques relevant de la rubrique 3.3.5.0.



2.2 Motivations

Après analyse des besoins en fourrage, 50 ha seront irrigués annuellement. Une irrigation plus importante permettra à la SCEA un accès à des cultures spécialisées à plus forte valeur ajoutée comme la pomme de terre ou légume de plein champ.

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des cultures irriguées dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume avoisinant 50 000 m³(1000 m³/ha).

L'apport d'eau aux stades sensibles des cultures permettra d'assurer un rendement minimum en maïs fourrage. L'enjeu pour l'exploitation en polyculture élevage est d'assurer le bilan fourrager qui représente une charge importante pour l'exploitation. Aujourd'hui, le GAEC est contraint par l'achat d'aliment pour son cheptel.

En effet les évolutions climatiques avec des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes compromettent la production de fourrage sur l'exploitation.

L'intérêt du projet consiste à stocker l'excédent d'eau hivernale sur le bassin versant, pour effectuer un apport en eau durant la période d'été.

L'implantation du projet a été orientée par l'existante même du plan d'eau, sa proximité vis-à-vis du parcellaire irrigable, de la maîtrise du foncier, des capacités de remplissage ainsi que des caractéristiques géomorphologiques nécessaires à ce type d'ouvrage.

2.3 Situation géographique

Saint-Martin-Lars-en-Sainte-Hermine est une commune française située dans le département de la Vendée et la région des Pays de la Loire.

Administration	
Pays	 France
Région	Pays de la Loire
Département	Vendée
Arrondissement	Fontenay-le-Comte
Intercommunalité	Communauté de communes Sud Vendée Littoral
Maire Mandat	Joseph-Marie Alletru 2020-2026
Code postal	85210
Code commune	85248

Géographie	
Coordonnées	 46° 35' 32" nord, 0° 58' 47" ouest
Altitude	84 m Min. 37 m Max. 118 m
Superficie	18,84 km ²
Type	Commune rurale
Aire d'attraction	Commune hors attraction des villes



Coordonnées du site d'étude

Latitude : 46.595712°

Longitude : -0,996065°

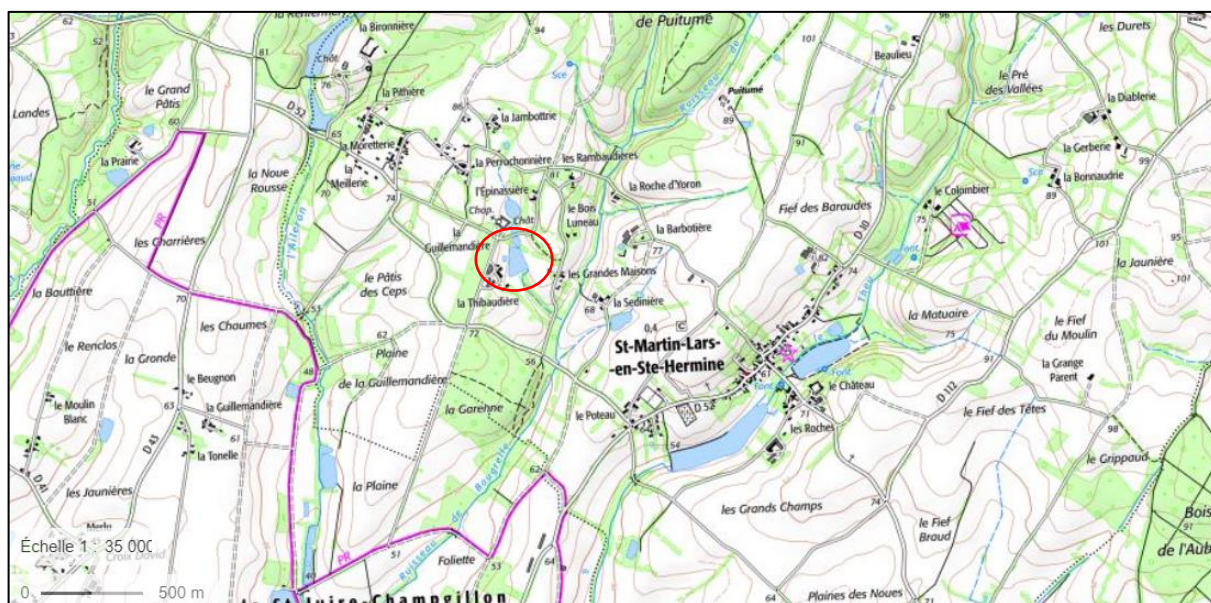
Parcelles cadastrales :

47, 45, 39 section OB

Masse d'eau concernée : LA SMAGNE ET
SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE
JUSQU'A SAINTE-HERMINE

Code Européen FRGR0575A

Le projet se situe au lieu-dit La Thibaudière, sur la commune de Saint Martin Lars En Ste Hermine.



2.4 Contexte règlementaire :

SAGE du Lay	Le projet se situe dans le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Lay. Il devra être conforme à son règlement et compatible avec les dispositions de son PAGD
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Non Concerné Le projet consiste uniquement à approfondir la retenue d'eau. Aucune zone humide ne sera impactée directement ou indirectement.
1.2.1.0. Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau où Canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :	Concerné Le remplissage de la retenue s'effectuera par dérivation et pompage d'une partie des eaux du futur cours d'eau déconnecté. Déclaration
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D). « Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la présente rubrique les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0., 2.1.5.0. et 3.2.5.0. de la présente nomenclature, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0. » « Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique. » ;	Concerné La surface totale des miroirs d'eau sera inférieure à 3 ha. Déclaration
3.2.5.0 Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-112	Les ouvrages ne seront pas de classe C. Volume hors sol < 50 000m ³ / aucune habitation à moins de 400 m à l'aval Non concerné
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet se situe en Zone de Répartition des Eaux Le projet fera l'objet d'une demande d'attribution de volumes de l'OUGC en place, comme c'est le cas actuellement. Dans ce cas l'attributaire du volume est l'Etablissement Public du Marais Poitevin (EPMP). Des volumes sont, à ce jour, disponibles (voir avis de l'EPMP principe en annexe). Une demande annuelle sera faite pour le renouvellement du volume. Non concerné
3.3.5.0 Travaux, définis par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, y compris les ouvrages nécessaires à cet objectif (D). Cette rubrique est exclusive de l'application des autres rubriques de la présente nomenclature.	Concerné La création d'un lit artificiel permettra de déconnecter le cours d'eau du plan d'eau (aujourd'hui connecté). Déclaration

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement.

2.5 Caractéristiques du site envisagé pour le projet

La totalité de l'emprise est en propriété du pétitionnaire.

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de la maîtrise du foncier, de l'étang existant, des caractéristiques topologiques ainsi que la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec les documents de gestion et d'urbanisme en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux mais aussi de son mode d'alimentation en eau.

Des sondages seront effectués pour vérifier si les matériaux nécessaires à la conception de l'agrandissement sont en qualité et quantité suffisante (équilibre déblai / remblai).

L'agrandissement n'empiètera pas sur des terres agricoles, actuellement cultivées par le pétitionnaire.

2.6 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Cette étude figurera dans le dossier de déclaration loi sur l'eau.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

Le but du projet est d'assurer la partie production de fourrage pour sécuriser l'autonomie alimentaire de l'atelier bovin et caprin de l'exploitation. La contractualisation des cultures spécialisées est aussi envisagée par la SCEA, dans un contexte d'installation d'un jeune agriculteur.

D'un point de vue élargi, le projet assurera le dynamisme de la filière qui contribue à l'économie locale.

Une large partie du réseau d'irrigation, système de pompage et installation électrique sont déjà présent du fait que l'étang est déjà fonctionnel. Les couts annexes seront limités uniquement à l'agrandissement du réseau.

2.7 Urbanisme

La surface d'emprise totale restera inchangée.

Une déclaration sera faite auprès de l'administration pour les affouillements et exhaussements de l'ouvrage.

Cette opération sera soumise à déclaration préalable.

La commune n'est pas dotée d'un Plan Local d'Urbanisme et est tenue au Règlement National d'Urbanisme.

3. Contexte environnemental :

3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau :

La commune concernée par le projet est située dans le bassin versant du Lay, en zone de répartition des eaux (ZRE).

La masse d'eau concernée est celle de La Smagne et ses affluents depuis la source jusqu'à Saint Hermine (code SANDRE : FRGR0575A).

Après consultation de l'Etablissement Public du Marais Poitevin, des volumes hivernaux sont toujours disponibles sur le bassin versant.

L'alimentation par interception des eaux de surfaces devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne 2016-2021.

Pluviométrie à Chantonnay 1981-2010:

Mois	jan.	fév.	mars	avril	mai	Juin	jui.	août	sep.	oct.	nov.	déc.	année
Précipitations (mm)	97.5	67.4	63.5	67.3	62.6	44	49.9	45.2	73.2	106.9	96.3	103.1	876.9

Pluviométrie du 1er novembre au 31 mars : 427,8 mm

Pluviométrie annuelle 876,9 mm

Afin de répondre à la réglementation loi sur l'eau et aux dispositions du SDAGE et du SAGE, le pétitionnaire procédera au remplissage de la retenue sur la période dite hivernale, du 1er novembre au 31 mars.

Le projet étant situé en ZRE, le pétitionnaire devra faire une demande de volume annuel à l'Etablissement Public du Marais Poitevin (EPMP), qui est l'Organisme Unique de Gestion des Eaux (OUGC) sur le territoire.

Le pétitionnaire sera tenu de respecter le protocole et appliquer le règlement de cet organisme.

Le GAEC étant déjà irriguant pour un volume de 32 000 m³, la démarche est connue et suivie par les gérants.

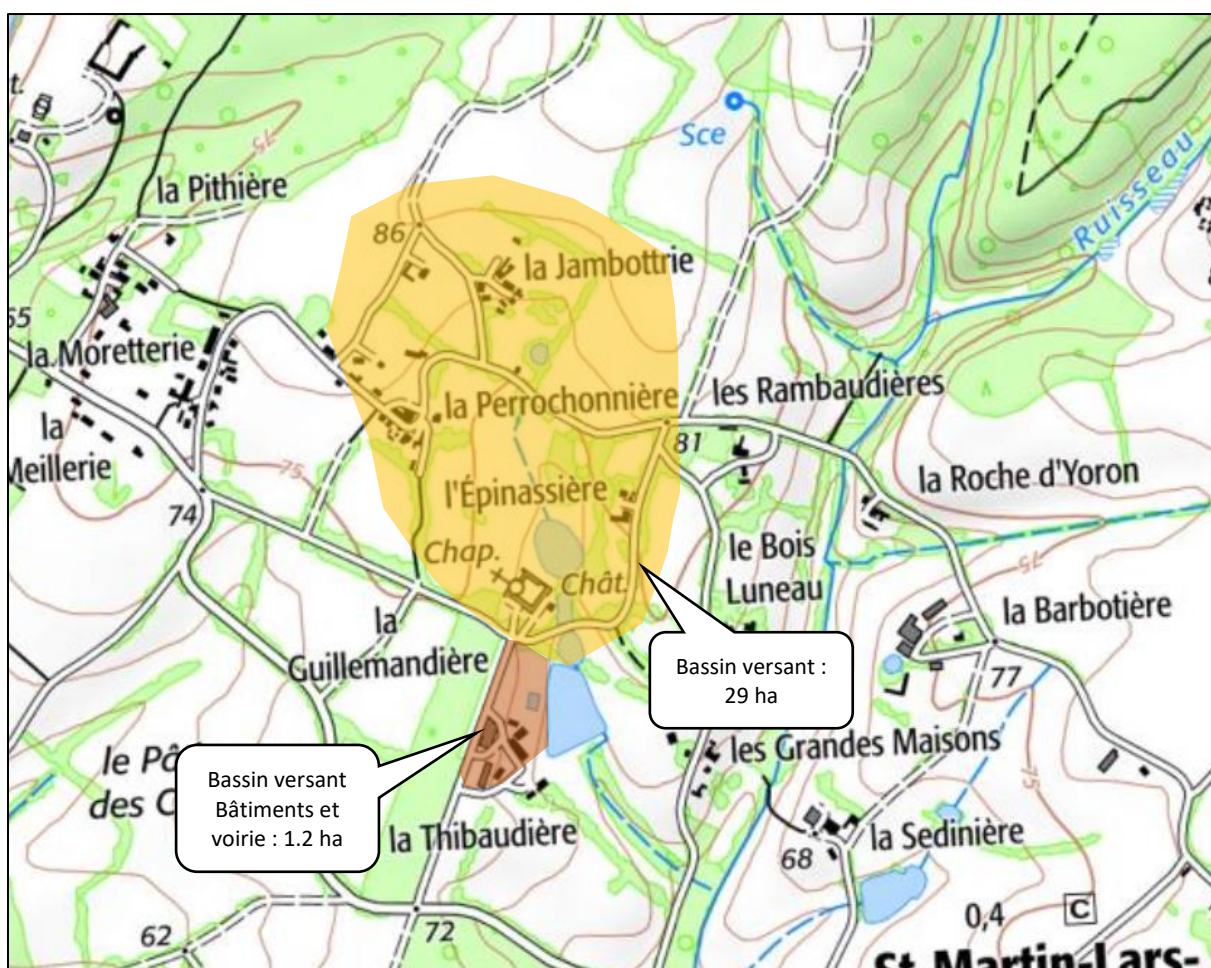
3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et d'utilisation

Le remplissage de la retenue s'effectuera via les eaux de ruissèlement gravitaire qui s'écouleront directement dans l'étang et par le futur cours d'eau déconnecté.

Une dérivation sera mise en place afin de collecter les eaux du cours d'eau. Le cours d'eau actuel sera déconnecté de la retenue par la création d'un nouveau lit. Celui-ci sera dimensionné de façon à ne pas occasionner de débordement direct ou autre désordre vers l'étang tout au long de son écoulement. Le débit biologique sera assuré tout au long de l'année, par la mise en place d'un système de margelle autorisant l'écoulement de l'eau vers la retenue que lorsque celui aura un débit suffisant.

Afin de compléter le volume total et seulement en cas de nécessité, un prélèvement pourra être effectué depuis le cours d'eau situé en aval dénommé Ruisseau de Bougrelle.

Bassin versant du remplissage direct 29 ha



Caractéristique du bassin versant :

Celui-ci est essentiellement constitué de terres agricoles non drainées à teneur argileuse. Un coefficient de transformation de l'eau de 0.2 est alors appliqué pour la méthode de calcul de remplissage.

Calcul du volume de remplissage :

Précipitations annuelles	876,9 mm
Précipitations hivernales	427,8 mm

Bassin versant gravitaire non drainée : $29 \text{ ha} \times 0,2 \times 427,8 = 24\,812 \text{ m}^3$

Bâtiments et autres surfaces imperméabilisées : $1,2 \times 0,9 \times 427,8 = 4\,620 \text{ m}^3$

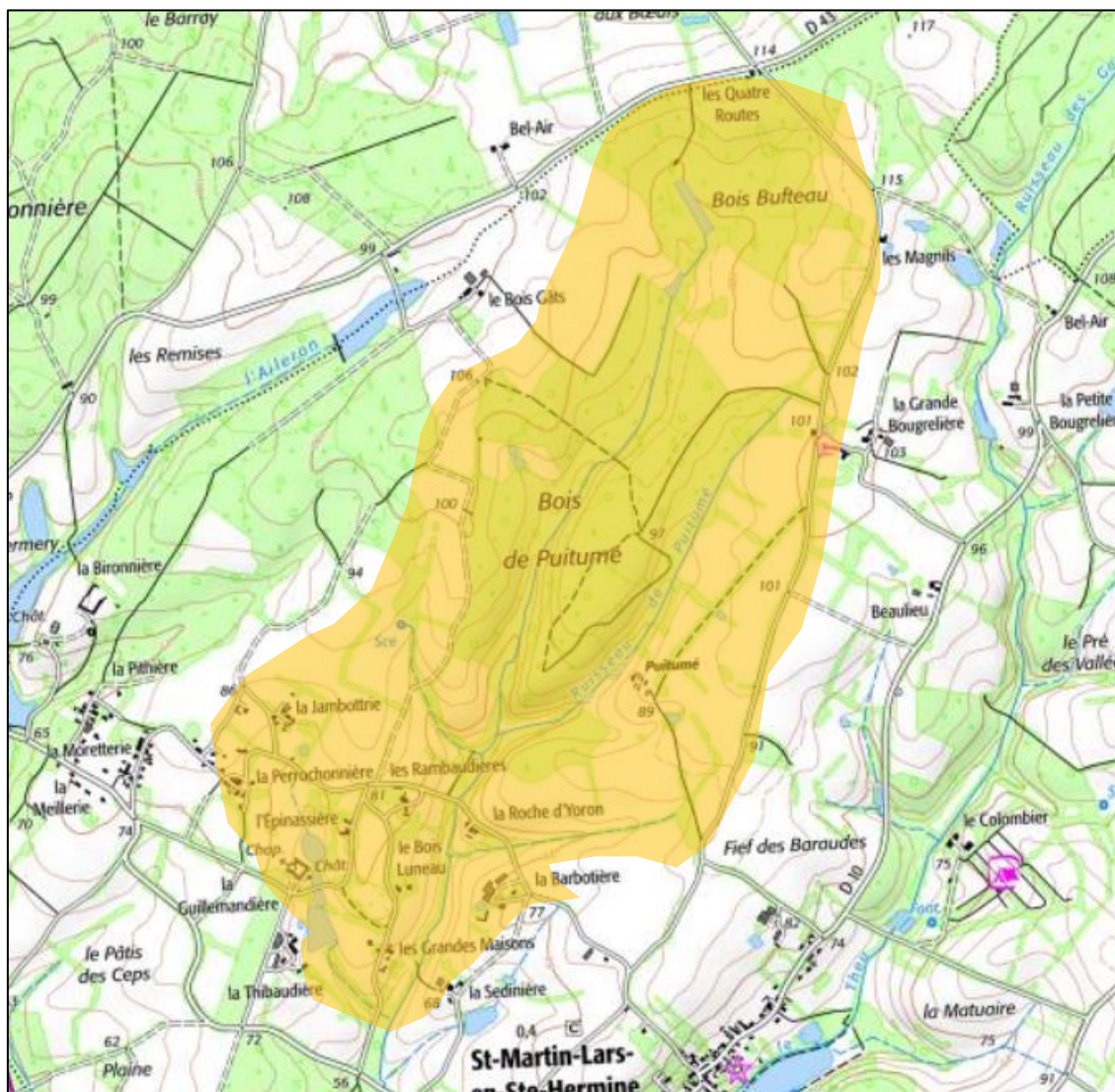
Surface d'impluvium (environ 1ha) : $1 \text{ ha} \times 876,8 \text{ mm} = 8\,768 \text{ m}^3$

Evaporation (5%) = $2\,641 \text{ m}^3$

TOTAL REMPLISSAGE GRAVITAIRE : $35\,559 \text{ m}^3$

Complément de remplissage par pompage

Bassin Versant du cours d'eau : $3,92 \text{ km}^2$

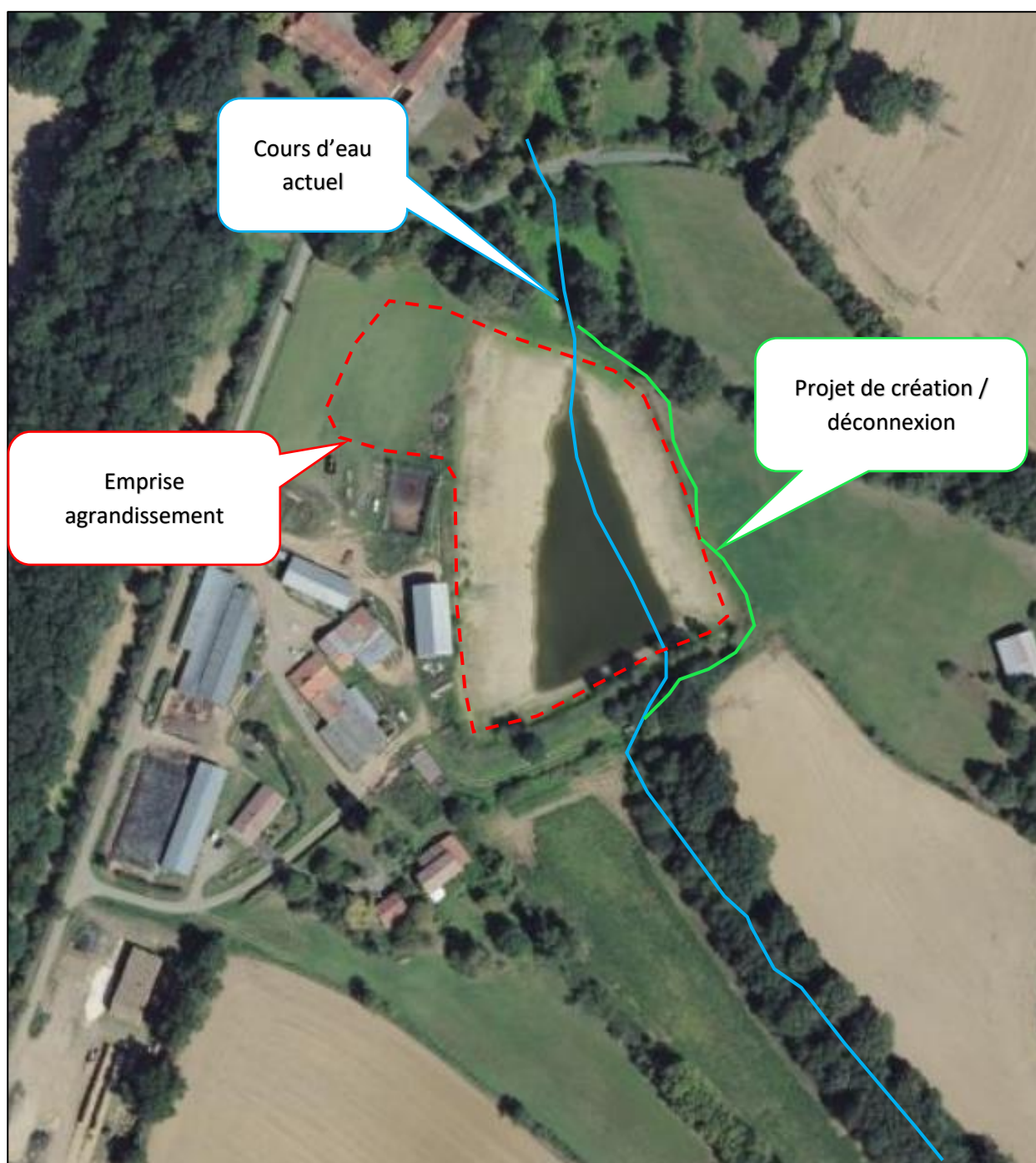


Par extrapolation avec la station de référence de Sainte Pexine, le volume annuel du cours d'eau représente un débit de $123,87 \text{ m}^3 / \text{heure}$.

3.2 Déconnexion et recalibrage du plan d'eau

Les travaux De recalibrage du plan d'eau feront l'occasion de déconnexion de cours d'eau avec la création d'un lit artificiel côté Est. Cette nouvelle création tiendra compte de l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 définissant les travaux de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques relevant de la rubrique 3.3.5.0. Les caractéristiques de ce nouveau tronçon cours d'eau seront étudiés dans le dossier loi sur l'eau.

L'approfondissement du plan d'eau consistera à augmenter les pentes intérieures qui sont à ce jour très faible. Les sondes techniques détermineront les profondeurs atteignables en tenant compte de l'équilibre des déblais et remblais, ainsi que l'objectif de stockage fixé. L'agrandissement se fera sur le côté ouest de l'étang.

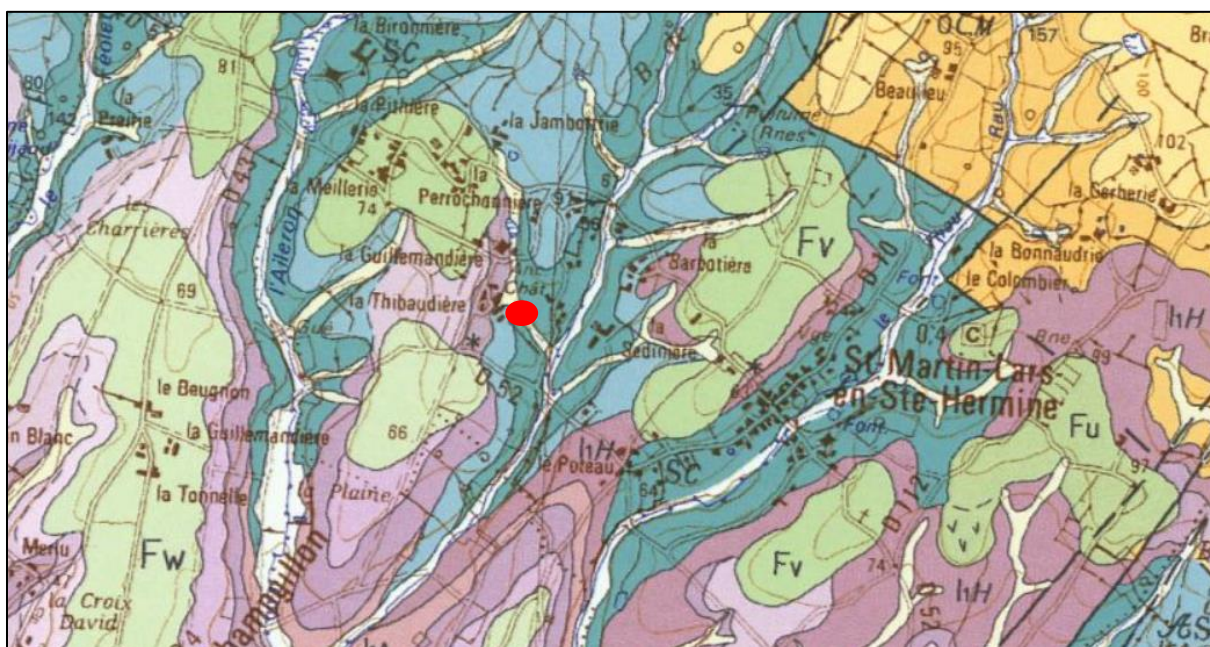


Les travaux seront réalisés dans les règles de l'art, l'application de l'arrêté du 27 août 1999 relatif aux plans d'eau sera appliqué, la végétation ligneuse présente sur le corps de digue se supprimera afin d'obtenir les garanties de conformité. L'étang est équipé d'une vidange et d'une surverse, le tout en bon état. Ces éléments seront conservés.

La création de la déconnexion tiendra compte des aspects granulométriques et s'efforcera d'obtenir une sinuosité autant que possible, tout en tenant compte de la topographie du terrain.

Une étude topographique permettra de déterminer précisément le tracé du lit déconnecté. Cette étude apparaîtra également dans le dossier de déclaration loi sur l'eau. A première vue, le dénivelé semble favorable.

3.2 Situation géologique et morphologique

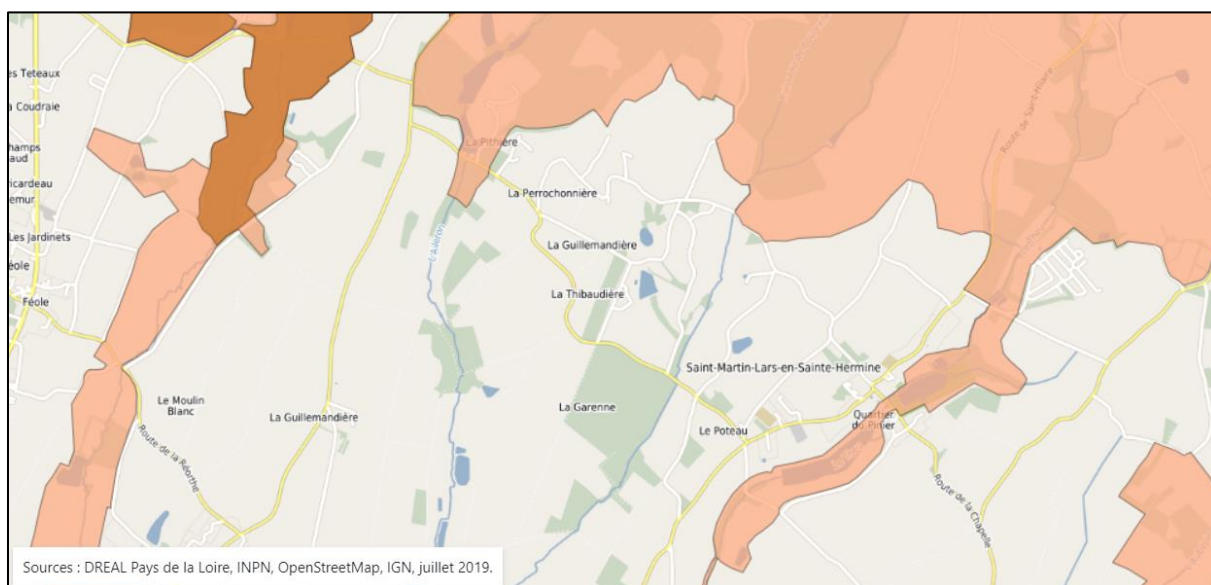


D'après la carte N°586 de FONTENAY-LE-COMTE le sous-sol du site est uniquement constitué de formations cénozoïques : Formations superficielles - Colluvions de fond de vallon.

L'étude technique permettra de déterminer les cubatures de matériaux nécessaires à la réalisation de du recalibrage mais aussi de la déconnexion.

3.3 Les secteurs d'intérêt particulier

3.3.1 - Les ZNIEFF



Le projet n'est pas inclus dans une ZNIEFF.

La ZNIEFF la plus proche du site est :

ZNIEFF 520005788 BOCAGE ET BOIS ENTRE LA FORET DE VOUVANT ET LE SUD DE CHANTONNAY.

Grand secteur de bois et de bocage où l'intensification de l'agriculture est encore modérée pour la Vendée.

L'ensemble du périmètre recouvre la limite nord du Bassin Aquitain, des schistes et des gneiss du sud du Massif Armoricain.

Les vallées de la Smagne et de la Longève ont été incluses pour l'apport d'espèces calcicoles comme *Lithospermum purpureum*, *Centaurea calcitrapa*, ...

Ce sont aussi des territoires fort intéressants pour la Loutre et la Pie grièche écorcheur.

Cette ZNIEFF de type II se situe à 650 m de la réserve d'eau.

520005744 50180002 BOIS A L'OUEST DE VILLENEUVE

Les grands bois sont situés autour du ruisseau du Féolet. Certains secteurs présentent de forts escarpements où croissent des formations végétales thermophile à *Teuchrium scorodonia*. Environ un tiers de la surface est plantée de conifères surtout *Pinus maritimus*.

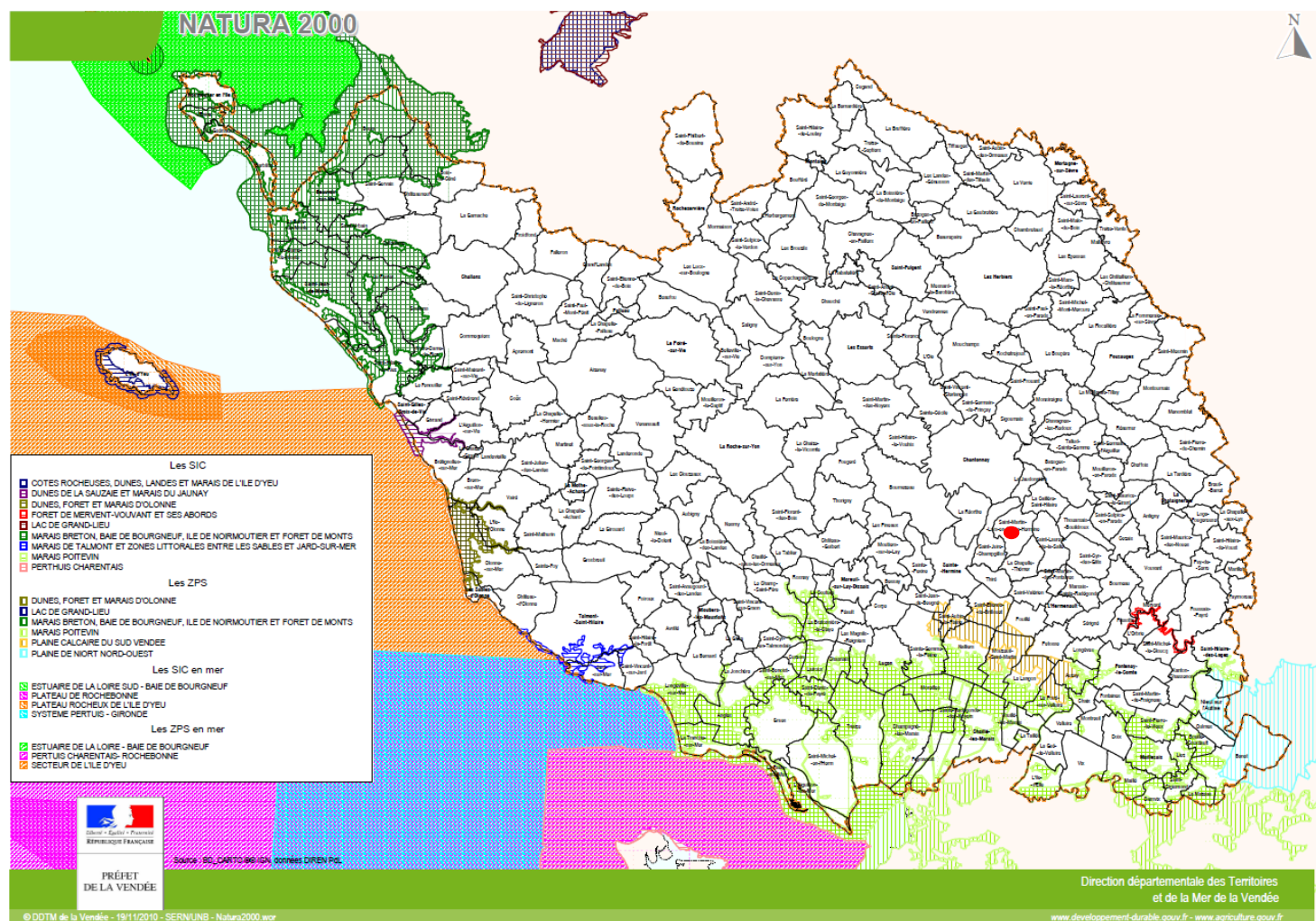
En revanche sur les bords des ruisseaux, les boisements alluviaux marécageux prospèrent.

La situation, entre la plaine et le bassin calcaire de Chantonnay, offre de fortes possibilités d'alimentation pour les rapaces. Le bocage à l'Ouest de la ZNIEFF est bien conservé : plus de 6 couples de Pie grièche ont été recensés sur environ 5 hectares de prairies et buissons.

Cette ZNIEFF de type I se situe à 2 km de la réserve d'eau.

3.1.2 - Natura 2000

Le site Natura 2000 le plus proche se situe à plus de 14 kml du projet.



FR5212011 - Plaine calcaire du sud Vendée

Caractéristique du site :

La ZPS « Plaine Calcaire du Sud Vendée » est majoritairement composée de cultures, cependant le périmètre comporte des vallées sèches qui abritent potentiellement plusieurs habitats d'intérêt communautaire. Ces habitats font l'objet de plans d'action et d'inventaires sur le périmètre voisin du Marais poitevin.

Le rôle des vallées sèches est primordial pour l'organisation des mesures de gestion proposées car :

- elles constituent une contrainte technique pour les exploitations agricoles (affleurement de roches),
- sur leurs bordures nous retrouvons des habitats d'espèces de la Directive Oiseaux (oedécnèmes,),
- elles abritent une partie de l'entomofaune servant de ressource alimentaire aux espèces de l'annexe I,
- elles sont le réservoir de colonisation de la ressource trophique des bandes enherbées et autres corridors nécessaires à la reconquête d'une richesse biologique en plaine.

Qualité et importance :

La plaine céréalière du sud Vendée est un des derniers endroits où se reproduit l'Outarde canepetière en Vendée.

Cette espèce, qui était fréquente dans la plaine au 19ème siècle, risque de disparaître du département dans les prochaines années si des mesures ne sont pas prises d'urgence. En effet, de 27 mâles chanteurs en 1989, on est passé à 7 à 12 mâles en 1995 puis à 6 mâles en 2000 (GONIN et YOU 2000).

La cause principale de la raréfaction de l'espèce est probablement l'accroissement de la taille des parcelles lors des remembrements, qui permet le développement de la monoculture intensive, récoltée précocement.

Le secteur est également intéressant pour la reproduction du Busard cendré, de l'Œdicnème criard et de la Pie-grièche écorcheur, figurant tous trois à l'annexe I. Par ailleurs, la zone accueille également des espèces qui ne figurent pas à l'annexe I mais qui sont intéressantes pour la région : le Moineau soulcie par exemple, occupe ici une de ses places les plus septentrionales.

Non loin du littoral atlantique, la plaine voit passer chaque année plusieurs centaines d'oiseaux migrants. Elle accueille notamment des rassemblements postnuptiaux d'outardes et d'œdicnèmes. La Cigogne blanche, la Grue cendrée, le Milan noir... y sont régulièrement observées en halte migratoire.

Les champs labourés sont favorables à l'accueil du Pluvier doré et du Vanneau huppé en hiver (plusieurs milliers viennent s'alimenter et se reposer dans les labours).

3.1.3 - Schéma Régional de Cohérence Ecologique des Pays de la Loire

Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau.

Certains réservoirs de biodiversité peuvent faire partie de la Trame verte et bleue sans avoir vocation à être reliés entre eux lorsqu'il aura été démontré la pertinence de l'isolement naturel de ces espaces pour la conservation de la biodiversité compte tenu du fonctionnement des écosystèmes, pour limiter la dispersion d'espèces, notamment d'espèces exotiques envahissantes ou pour limiter la propagation de maladies animales et végétales.

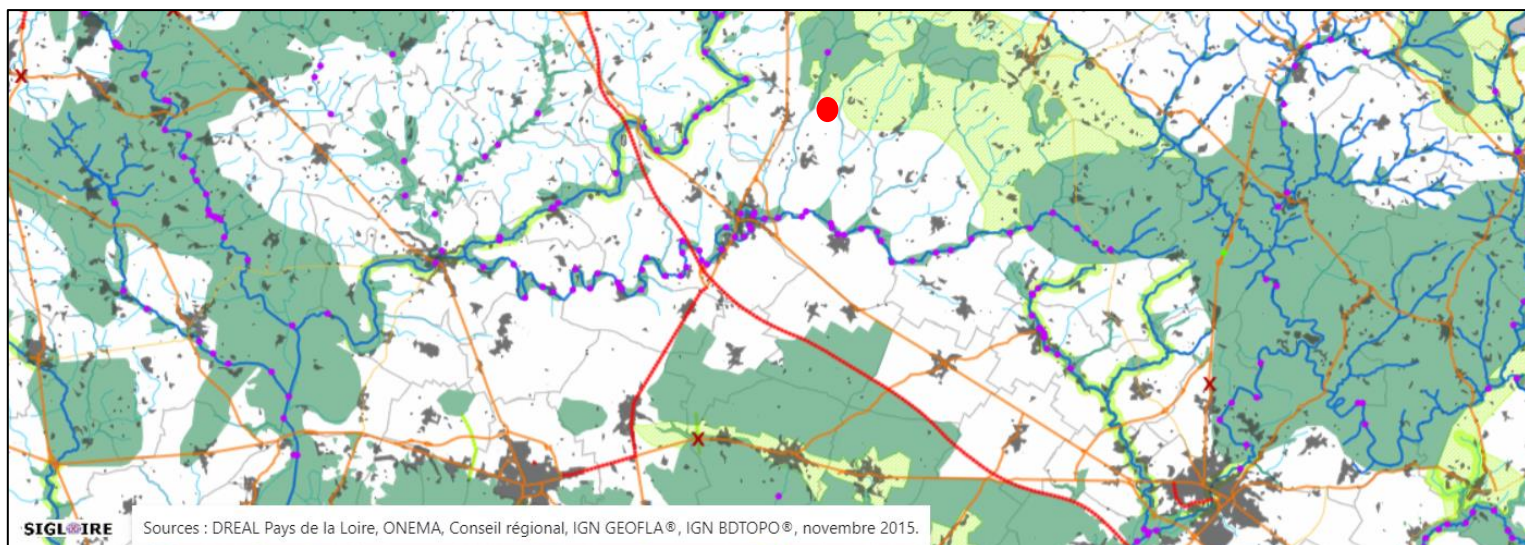
Les corridors écologiques peuvent prendre plusieurs formes et n'impliquent pas nécessairement une continuité physique ou des espaces contigus.

On distingue ainsi trois types de corridors écologiques :

Les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau,...) ;

Les corridors territoriaux (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares permanentes ou temporaires, bosquets,...) ;

Les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).



Le projet ne s'inscrit pas dans un réservoir de biodiversité ou un corridor écologique.

L'agrandissement ne sera pas considéré comme un élément de fragmentation, le plan d'eau étant déjà intégré dans le territoire

L'agrandissement se fera sur des terres agricoles actuellement cultivées par le GAEC.

La déconnexion permettra d'améliorer la continuité écologique d'un ruisseau en tête de bassin versant et ainsi améliorer la connectivité des espaces.

3.4 Les zones humides

L'attention à porter, dans le cadre d'affouillement et d'exhaussement, est incontournable.

Le projet ne nécessitant pas d'augmentation de surface, celui-ci ne sera pas de nature à impacter une zone humide. La création de la déconnexion ne portera pas non plus atteinte à une zone humide existante et n'engendrera pas d'assèchement indirect.

Enfin, la création d'un point de pompage en aval tiendra compte de la zone humide existante et visera à éviter toute installation sur l'emprise de zone humide présente à l'aval, le long du cours d'eau.

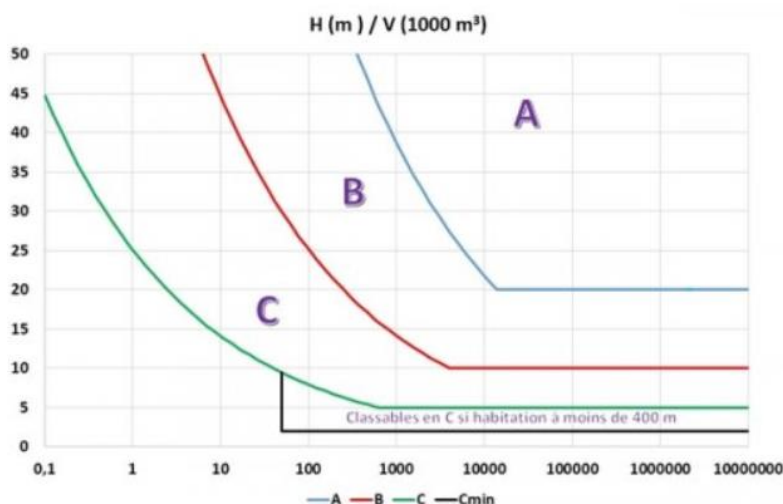
Le réseau de canalisation enterré pour l'alimentation en eau de l'étang n'impactera pas de zone humide. Le linéaire de réseau de distribution vers les parcelles est quand à lui déjà existant, l'exploitation pratiquant déjà l'irrigation.



3.5 Environnement proche

3.5.1 Habitation

Le projet de retenue ne sera pas soumis aux classes de barrage.



Les barrages de classe C ont une hauteur d'au moins 5 mètres et retiennent, quand ils sont pleins, un volume d'eau suffisant pour que $K \geq 20$. Relèvent également de la même classe les barrages de hauteur supérieure à 2m, qui retiennent aussi plus de 0,05 millions de m³ d'eau et pour lequel il existe au moins une habitation à moins de 400 m à l'aval du barrage.

*Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement.
Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage.*

Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence. Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue est déjà équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.

3.5.2 Périmètre eau potable

Le projet ne se superpose pas au périmètre AEP le plus proche, celui du captage de Saint Martin des Fontaines se situe à près de 10 km du projet.

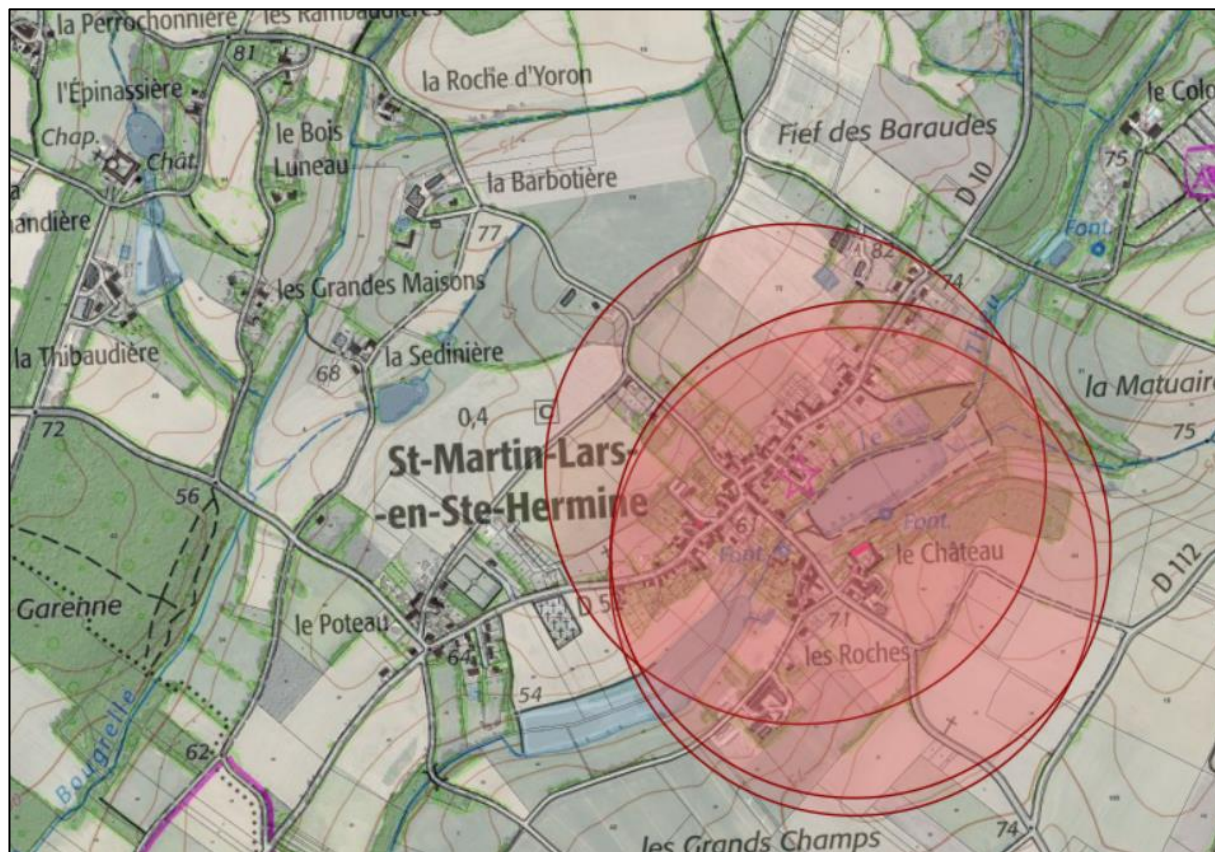
3.6 Servitudes

Aucun réseau n'est présent sur l'air d'étude.

Une démarche DICT devra cependant être effectuée avant les travaux par l'entreprise en charge des travaux.

3.7 zones de présomption archéologique

La retenue actuelle ne se situe pas dans un périmètre archéologique, ni même dans un secteur patrimonial classé



Les services de la DRAC seront consultés au titre de l'archéologie préventive

4. Le SDAGE et le SAGE

Le projet sera compatible aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne.

Enfin, le projet tiendra compte également du SAGE en place sur ce secteur, le SAGE du Lay.

Le comité de bassin a adopté le 4 novembre 2015 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2016 à 2021 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre approuve le SDAGE et arrête le programme de mesures.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le Sdage, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis.

Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers

15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

De par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet semble à première vue compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et des submersions marines 1B

Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau

Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau 1D

Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage

Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.

Maîtriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage, rivière réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.

La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

Restaurer le fonctionnement des circuits de migration 9A

Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats 9B

Règlement du SAGE du Lay :

Article 1 : Répartition des volumes globaux par usage

Article 2 : Consommation départementale, interconnexion et bassin du LAY

REGLES PARTICULIERES POUR ASSURER LA RESTAURATION ET LA PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3 : Améliorer le traitement du phosphore et de l'azote dans les stations d'épuration

Article 4 : Diminuer les apports phosphorés sur les bassins versants l'alimentation en eau potable

Article 5 : Inondations : lutte contre les vitesses de ruissellement

Article 6 : Ruissellement : règle spécifique concernant la gestion des eaux pluviales

Article 7 : Meilleure gestion des lâchers des barrages en période d'étiage

Article 8 : Volume prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe du sud Vendée

Article 9 : Règles pour l'entretien et la conservation du réseau hydraulique du marais

L'étude loi sur l'eau démontrera la compatibilité du projet avec le SDAGE LOIRE-BRETAGNE et le SAGE du LAY

5. Conclusion

Le projet de recalibrage du plan d'eau et de déconnexion du ruisseau devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau.

Au vu des premiers éléments, le projet semble respecter l'ensemble des dispositions réglementaires, permettant sa mise en œuvre.

Des prospections pédologiques seront effectuées sur le site du projet pour définir précisément la présence de zone humide. L'étude ERC sera détaillée dans le dossier de déclaration loi sur l'eau.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places et de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et ses caractéristiques techniques. Ces prospections auront lieu en fin de saison d'irrigation, une fois la retenue vidée





